

**Accord-cadre mono-attributaire
Procédure d'appel d'offres ouvert
(art. R2124-2 1° du Code de la Commande publique)**

N°2024-63

Prestations de missions intérimaires

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES
PARTICULIÈRES**

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1. Dispositions générales	3
1.1 Réunion de lancement	3
1.2 Comités	3
1.3 Données statistiques	3
1.4 Personne chargée du suivi du marché	4
2. Descriptif technique	4
3. Profil des intérimaires	5
4. Rémunération	6
5. Modalités d'échanges	7
6. Responsabilité hiérarchique et technique	7
ANNEXE 1 - LISTE DES SITES IFCE	8
ANNEXE 2 – Décret N°2002-60 du 14 janvier 2002	10

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Dispositions générales

1.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement avec le titulaire, sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché.

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations :

- présentation des intervenants ;
- validation des flux de fonctionnement avec le titulaire (workflow, traitement des commandes, niveau de reporting...);
- modalités pratiques des restitutions ;
- mise en place de la comitologie ;
- réponses aux questionnements de l'IFCE et du titulaire.

1.2 Comités

Il est prévu un Comité de suivi prestation au niveau des responsables opérationnels de la gestion des prestations, se réunissant au moins une fois par an, chargé du suivi de la relation commerciale et financière. Les lieux d'exécution de cette instance sont précisés dans les convocations. Cette instance décisionnelle doit notamment permettre de traiter les points suivants :

- ✓ situation contractuelle et point financier,
- ✓ identification et suivi des risques majeurs,
- ✓ suivi des prestations (tableau de bord de suivi quantitatif),
- ✓ suivi de la qualité de la prestation ;
- ✓ devoir de conseil du titulaire,

Les comités sont préparés et animés par le titulaire en coordination avec l'IFCE. Le titulaire livre un compte-rendu à l'issue du Comité (sous 5 jours ouvrés).

La fréquence et la composition des Comités peuvent être adaptés en fonction de la nécessité, d'un commun accord entre l'IFCE et le titulaire.

1.3 Données statistiques

Chaque mois, le titulaire fournira un relevé mensuel par service, par intérimaire, des heures consommées et facturées, avec le détail par catégorie d'heures et le motif du contrat.

Chaque année, le titulaire fournira en fin d'année un tableau, sous format Excel, de suivi nominatif des contrats, ainsi que les volumes horaires consommés au cours de l'année (pour chaque catégorie d'horaire).

D'autres restitutions pourront être demandées par l'IFCE en cours d'exécution du marché.

1.4 Personne chargée du suivi du marché

Le titulaire désignera la personne chargée du suivi du marché dans son mémoire technique. Cet interlocuteur sera l'interface exclusive pour l'ensemble des commandes du marché quel que soit la localisation de la mission sur le territoire français.

En cas de changement du responsable désigné durant la phase d'exécution de la mission en cours, le candidat s'engage à fournir les coordonnées de la personne assurant son remplacement sous 15 jours ouvrés, et autant de fois que cela sera nécessaire, à assurer lui-même le transfert de compétences et à former à ses frais tout nouveau responsable.

2. Descriptif technique

Il s'agit, par la réalisation de prestations de missions intérimaires, de permettre à l'IFCE de mener à bien les missions qui lui sont confiées par le Ministre de l'Agriculture. Il est à noter que les prestations de missions intérimaires sont pour la Direction du SIRE à Pompadour Route de Troche BP 3 19230 ARNAC POMPADOUR, le site de SAUMUR et éventuellement d'autres implantations de l'IFCE sur le territoire Français (liste des sites en annexe 1 en fin de document).

Le candidat devra être en mesure de proposer du personnel intérimaire sur l'ensemble du territoire Français.

Et en particulier de pouvoir :

- ✓ Absorber un accroissement temporaire d'activité ou un besoin occasionnel ou saisonnier ;
- ✓ Remplacer momentanément un agent ou assurer la vacance temporaire d'un emploi.

Par **prestation de recrutement**, nous entendons : le prestataire recherche les candidats, les évalue, fait une présélection puis une synthèse et les présente. Un suivi est réalisé pendant la période d'essai. La prestation de recrutement bascule automatiquement sur une prestation de gestion après 6 mois de contrat(s).

Par **prestation de gestion**, nous entendons : les candidats sont présentés par l'Institut français du cheval et de l'équitation ; le prestataire assure la gestion et le suivi du contrat de travail.

Il nous est difficile de préciser la répartition entre les prestations de gestion et les prestations de délégation (comprenant le recrutement), qui sont très variables en fonction du vivier disponible. On peut l'estimer pour l'année 2023 à 70% de prestation de gestion et 30% de prestation de délégation.

Le sourcing des candidats dans la prestation de recrutement doit être possible sur l'ensemble du territoire Français.

Les quantités prévisionnelles, sont données par volume sur le réalisé pour une année (sauf 2024) :

Année	Nombre d'heures
2022	19.277
2023	18.162
Projection 2024	17.900

Les volumes d'heures sont répartis quasi uniformément tout au long de l'année, la durée des missions peut aller de 1 semaine à 10 mois.

Les quantités ne constituent pas un engagement contractuel et sont données à titre indicatif.

3. Profil des intérimaires

Répartition entre les différents postes : le poste 1 représente environ 28% du total, le poste 2 : 31 % et le poste 3 : 41% (consommations en heures en 2022, au total 10,7 ETP).

Poste 1 - Personnel administratif (équivalent Catégorie C)

Les personnels administratifs sont chargés du traitement administratif des dossiers qui leur sont confiés :

- Enregistrement, de la saisie et du contrôle de dossiers.
- Tri du courrier, classement, photocopies.
- Accueil des publics ou réponse téléphonique.

Savoir Faire et Savoir Être :

- Bonne connaissance du clavier et des outils bureautiques,
- Capacité à travailler en équipe,
- Rigueur et organisation,
- Discrétion,
- Etre polyvalent.

Les profils recherchés sont des candidats sans expérience.

Poste 2 - Personnel technique polyvalent (équivalent Catégorie C)

Les personnels techniques sont chargés de la réalisation de travaux d'entretien :

- Conduite d'engin agricole ou de chantier
- Espaces verts,
- Installation de parcours hippique,
- Travaux divers (plomberie, électricité, peinture),
- Soins aux chevaux (nourrir, nettoyer les boxes),
- Equitation, ...

Savoir Faire et Savoir Être :

- Permis et CACES (avec une expérience pratique dans la manipulation d'engin).
- Capacité à travailler en équipe.
- Rigueur et organisation.
- Etre polyvalent.

Poste 3 – Personnel qualifié (équivalent Catégorie B)

Les personnels qualifiés sont en charges de missions spécifiques qui nécessitent des compétences précises pour leur réalisation (diplômes spécifiques, maîtrise de plusieurs langues étrangères, ...).

Savoir Faire et Savoir Être :

- Etre autonome.
- Capacité à travailler en équipe
- Rigueur et organisation
- Etre polyvalent.

4. Rémunération

Le taux horaire est variable en fonction des postes et est indiqué à titre d'exemple dans le règlement de consultation, à la section XV.

La durée légale de travail est de 35 heures hebdomadaire.

La rémunération est complétée par les avantages dont disposent les agents de l'établissement, selon éligibilité, notamment l'accès à la cantine ou l'octroi de tickets restaurants selon le site. La gestion des tickets restaurants est confiée au titulaire. La valeur unitaire des titres restaurant et leur taux de prise en charge seront communiqués au titulaire lors de la mise en place des contrats. Les événements de vie des sites d'accueil leurs sont également ouverts.

Les frais de mission (repas, hébergement, transport) seront pris en charge par l'IFCE, pour tout déplacement nécessité par le service, ayant fait l'objet d'un ordre de mission préalable.

Les intérimaires bénéficient des mêmes droits pour événements exceptionnels que les agents de l'IFCE.

Poste 1 - Personnel administratif (équivalent Catégorie C)

La rémunération correspondra au minimum horaire perçu par un agent de catégorie C sans expérience.

Poste 2 - Personnel technique polyvalent (équivalent Catégorie C)

La rémunération sera supérieure au minimum horaire perçu par un agent de catégorie C sans expérience et définie par l'IFCE selon l'expérience.

Le décret N°2002-60 du 14/01/2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (personnels civils de l'Etat et leurs établissements publics à

caractère administratif) est applicable, lorsque la récupération n'est pas possible et à défaut d'accord plus favorable au sein de l'établissement. Conférer le décret reproduit en annexe 2 en fin de document.

Poste 3 – Personnel qualifié (équivalent Catégorie B)

La rémunération correspondra au minimum horaire perçu par un agent de catégorie B et définie par l'IFCE selon l'expérience.

5. Modalités d'échanges

Les heures réalisées par chaque intérimaire (ainsi que les droits à titre restaurant le cas échéant) sont relevées et transmises de façon hebdomadaire, par fichier Excel et par service utilisateur. L'IFCE veut mettre en place un contrôle préalable par l'intérimaire, qui ne soit pas chronophage pour ses équipes. Le candidat proposera des modalités de recueil de ces données.

Des alertes de fin de contrat devront être transmises 48 heures à l'avance, de façon à mieux anticiper ces événements.

6. Responsabilité hiérarchique et technique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, les préposés du titulaire demeurent sous la responsabilité et l'autorité de leur employeur titulaire du marché. Le service destinataire de la prestation d'intérim est chargé de l'encadrement du personnel. L'IFCE adresse ses remarques, observations, réclamations au responsable du suivi du marché qui prend les mesures correctives nécessaires.

ANNEXE 1 - LISTE DES SITES IFCE

LES SITES DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION
AMBOISE IFCE- AVENUE EMILE GOUNIN 37400 AMBOISE
AMIENS IFCE – 5 RUE HENRI DAUSSY 80000 AMIENS
AUBIERE LAFAGE LYDIE 2 ROUTE DE MONTBOISSIER 63410 SAUXILLANGES
AURILLAC IFCE - AVENUE DE JULIEN 15000 AURILLAC
BESANÇON IFCE- 5 PLACE JEAN CORNET 25000 BESANCON
CHAMBERET STATION EXPERIMENTALE DE CHAMBERET 1 IMPASSE DES HARAS DOMAINE DE LA VALADE 19370 CHAMBERET
CHAZEY SUR AIN IFCE – 604 LE LUIZARD 01150 CHAZEY SUR AIN
CLERMONT FERRAND IFCE SITE DE MARMILHAT 354 AV DU BREZET 63000 CLERMONT FERRAND
CLUNY IFCE – 2 Rue Porte des Près 71250 CLUNY
GELOS IFCE- 1 RUE DU MARECHAL LECLERC – BP 8 64110 GELOS
HARAS DE POMPADOUR IFCE – 22 BIS AVENUE DU PERIGORD (PUY MARMONT) 19230 ARNAC POMPADOUR
HENNEBONT IFCE – 15 RUE DE LA BERGERIE 56700 HENNEBONT CEDEX
LA ROCHE SUR YON IFCE – 21 RUE DU GENERAL GALLIENI 85000 LA ROCHE SUR YON
LE LION D'ANGERS IFCE – PARC DEPARTEMENTALE DE L'ISLE BRIAND 49220 LE LION D'ANGERS

LES SITES DE L'INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

LE PIN
IFCE – LES ECURIES DU BOIS
61310 LE PIN AU HARAS

RAMBOUILLET
IFCE – BERGERIE NATIONALE
PARC DU CHATEAU – CS 40609
78514 RAMBOUILLET CEDEX

RODEZ
IFCE – BOURRAN
9 RUE DE BRUXELLES
12000 RODEZ

ROSIERES AUX SALINES
1 RUE LEON BOCHERON
54110 ROSIERES AUX SALINES

SAINT LO
IFCE – AVENUE DU MARECHAL JUIN – CS 21509
50009 SAINT LO CEDEX

SAINTES
IFCE – DT NOUVELLE AQUITAINE
18 BOULEVARD GUILLET MAILLER
17100 SAINTES

SAUMUR
IFCE – AVENUE DE L'ECOLE NATIONALE D'EQUITATION
BP 207 – TERREFORT
49411 SAUMUR CEDEX

SITE ADMINISTRATIF DE POMPADOUR
IFCE– ROUTE DE TROCHE
19231 ARNAC POMPADOUR CEDEX

TOULOUSE
MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE
BATIMENT B
2 ROUTE DE NARBONNE
31320 AUZEVILLE-TOLOSANE

UZES
IFCE – MAS DES TAILLES
30700 UZES

VALENCE
IFCE – DELEGATION AUVERGNE RHONE-ALPES
4 PLACE LAENNEC
26000 VALENCE

VILLENEUVE
IFCE - PLACE DES DROITS DE L'HOMME
47307 VILLENEUVE SUR LOT

YZEURE
LE CAM FABIENNE
51 BOULEVARD SAINT EXUPERY
03400 YZEURE

ANNEXE 2 – Décret N°2002-60 du 14 janvier 2002
relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires (modifié par le
décret du 19 novembre 2007).

Dernière mise à jour des données de ce texte : 01 janvier 2023

NOR : FPPA0100150D

Le Premier ministre,
Sur le rapport du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 85-1148 du 24 octobre 1985 modifié relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation ;
Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat,

Article 1

Les personnels civils de l'Etat et de leurs établissements publics à caractère administratif peuvent percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans les conditions et suivant les modalités fixées par le présent décret.

Article 2

Modifié par Décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 - art. 1 () JORF 20 novembre 2007

I. - 1° Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent être versées, dès lors qu'ils exercent des fonctions ou appartiennent à des corps, grades ou emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires, aux fonctionnaires de catégorie C et aux fonctionnaires de catégorie B.

2° Le versement des indemnités horaires pour travaux supplémentaires à ces fonctionnaires est subordonné à la mise en œuvre par leur employeur de moyens de contrôle automatisé permettant de comptabiliser de façon exacte les heures supplémentaires qu'ils auront accomplies. S'agissant des personnels exerçant leur activité hors de leurs locaux de rattachement, un décompte déclaratif contrôlable peut remplacer le dispositif de contrôle automatisé. Un décompte déclaratif peut également être utilisé pour les sites dont l'effectif des agents susceptibles de percevoir des indemnités horaires pour travaux supplémentaires est inférieur à 10.

3° Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique

et du ministre intéressé fixe la liste des corps, grades, emplois et fonctions pour lesquels les conditions énumérées au 1° et au 2° du I ci-dessus sont remplies.

II. - 1° Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires peuvent, en outre, être versées à des agents non titulaires de droit public de même niveau et exerçant des fonctions de même nature que celles mentionnées aux I et II ci-dessus et sous réserve du respect de la condition figurant au 2° du I ci-dessus. Un arrêté conjoint des ministres chargés du budget et de la fonction publique et du ministre intéressé fixe la liste des catégories d'agents non titulaires concernés.

2° Toutefois, les agents non titulaires de droit public dont le contrat prévoit un régime similaire à celui institué par le présent décret ne peuvent percevoir les indemnités horaires pour travaux supplémentaires.

Article 3

La compensation des heures supplémentaires peut être réalisée, en tout ou partie, sous la forme d'un repos compensateur. Une même heure supplémentaire ne peut donner lieu à la fois à un repos compensateur et à une indemnisation au titre du présent décret.

Article 4

Pour l'application du présent décret et conformément aux dispositions du décret du 25 août 2000 susvisé, sont considérées comme heures supplémentaires les heures effectuées à la demande du chef de service dès qu'il y a dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail.

Le travail supplémentaire, tel que défini ci-dessus, accompli entre 22 heures et 7 heures est considéré comme travail supplémentaire de nuit.

Article 5

Modifié par Décret n°2007-1630 du 19 novembre 2007 - art. 2 () JORF 20 novembre 2007

Les indemnités horaires pour travaux supplémentaires, prévues au titre du présent décret, sont exclusives des indemnités perçues par les personnels enseignants soumis à un régime spécifique d'indemnisation des heures supplémentaires et de toute autre indemnité de même nature.

Article 6

Le nombre des heures supplémentaires accomplies dans les conditions fixées par le présent décret ne peuvent dépasser un contingent mensuel de 25 heures.

Lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient et pour une période limitée, le contingent mensuel peut être dépassé sur décision du chef de service

qui en informe immédiatement les représentants du personnel au comité technique paritaire compétent.

Des dérogations au contingent mensuel peuvent être accordées, à titre exceptionnel, dans les limites prévues au I de l'article 3 du décret du 25 août 2000 susvisé, après consultation du comité technique paritaire ministériel ou du comité technique paritaire d'établissement, pour certaines fonctions dont la nature est précisée par arrêté conjoint des ministres chargés du budget, de la fonction publique et du ministre concerné.

Article 7

A défaut de compensation sous la forme d'un repos compensateur, les heures supplémentaires accomplies sont indemnisées dans les conditions ci-dessous.

La rémunération horaire est déterminée en prenant pour base exclusive le montant du traitement brut annuel de l'agent concerné au moment de l'exécution des travaux, augmenté, le cas échéant, de l'indemnité de résidence. Le montant ainsi obtenu est divisé par 1 820.

Cette rémunération horaire est multipliée par 1,07 pour les quatorze premières heures supplémentaires et par 1,27 pour les heures suivantes.

Article 8

L'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié. Ces deux majorations ne peuvent se cumuler.

Article 9

Ces indemnités ne peuvent être attribuées à un agent pendant les périodes ouvrant droit à remboursement des frais de déplacement.

Une période d'astreinte telle que définie à l'article 5 du décret du 25 août 2000 susvisé ne peut être rémunérée au titre des heures supplémentaires. Cependant lorsque des interventions sont effectuées au cours d'une période d'astreinte, ne sont pas compensées et donnent lieu à la réalisation d'heures supplémentaires, elles peuvent être rémunérées à ce titre.

Les autres situations prévues par l'article 9 du décret du 25 août 2000 susvisé ne peuvent être rémunérées au titre des heures supplémentaires prévues par le présent décret.

Article 10

Le décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 relatif au nouveau régime des indemnités horaires pour travaux supplémentaires susceptibles d'être accordées aux

personnels civils de l'Etat et le décret n° 73-946 du 20 septembre 1973 modifié relatif aux indemnités forfaitaires pour travaux supplémentaires allouées à certains personnels des administrations centrales des ministères sont abrogés.

Article 11

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat et la secrétaire d'Etat au budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui prend effet le 1er janvier 2002 et sera publié au Journal officiel de la République française.

Lionel Jospin

Par le Premier ministre :

Le ministre de la fonction publique et de la réforme de l'Etat, Michel Sapin

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie, Laurent Fabius

La secrétaire d'Etat au budget, Florence Parly